17 DEC 1959

Coordination 121

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 9 octobre 1959, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif à la discipline militaire", a donné le 17 novembre 1959 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 9e oktober 1959 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de militaire tucht", heeft de 17e november 1959 het volgend advies gegeven :

Avant d'aborder l'examen du projet, l'étude des textes régissant la discipline militaire appelle les commentaires suivants :

L'arrêté du Prince Souverain du 15 mars 1815 mit en vigueur un Code pénal militaire et un règlement de discipline militaire; leur application fut étendue à la Belgique par l'arrêté royal du 17 avril 1815. Ils furent maintenus en vigueur par l'arrêté du Gouvernement provisoire du 27 octobre 1830.

Le règlement de discipline qui, seul, intéresse le projet, fut pris par le Prince Souverain en tant qu'autorité législative; il est donc une loi. Cette opinion n'a jamais été mise en doute ni par la dòctrine, ni par la jurisprudence (Pandectes belges, v° Discipline militaire, n° 41 - v°Code pénal militaire, n° 22 - R.P.D.B., v° Justice militaire, n° 102 - J. HUBERT, "Législatiom pénale militaire en vigueur" Revue de droit pénal, octobre 1958) (Cass. 29 mai 1911, Pas. 306 - 22 janvier 1924, Pas. 147 - 7 avril 1930, Revue de droit pénal , 1930, p.486).

Un tel règlement, tout au moins en ses dispositions qui ont effet sur la situation administrative des militaires, doit être pris par le Parlement pour obéir au prescrit des articles 118 et 124 de la Constitution. L'article 118 dispose que la loi règle les droits et les obligations des militaires, et l'article 124 que ceux-ci ne peuvent être privés de leurs grades, honneurs et pensions, que de la manière déterminée par la loi.

Un arrêté du Gouvernement provisoire du 7 octobre 1830 a aboli la peine de la bastonnade qui était prévue par le règlement de 1815. Celui-ci fut également modifié implicitement par diverses dispositions du Code pénal militaire. Jamais, le législateur n'a apporté au règlement de 1815 de modifications explicites.

Dès la fin du 19ème siècle cependant, il s'avéra nécessaire d'y apporter de sérieux aménagements, notamment dans les dispositions ayant trait aux peines disciplinaires ; divers arrêtés établirent des peines qui n'étaient plus celles prévues par la loi.

Durant la guerre de 1914-1918, fut publié un arrêté en date du 30 mai 1916. Il reprenait les dispositions de la loi de 1815 en y apportant une série de modifications et en y ajoutant de nombreuses dispositions; cet arrêté constituait , en quelque sorte, une coordination de la loi de 1815 et de dispositions réglementaires d'ordres les plus divers.

Après la guerre de 1914-1918, ce règlement de 1916 fut modifié par les arrêtés royaux des 19 août et 21 décembre 1923 et par de nombreuses circulaires ministérielles.

Il fut réimprimé après la guerre de 1940-1945, augmenté de dispositions reprises des lois sur la position et l'avancement des officiers et des sous-officiers et de dispositions ministérielles.

C'est, dès lors, en présence d'un règlement de discipline composé de dispositions d'origine diverse que l'on se trouve actuellement.

\+

\+ \+

L'objet du projet est, selon le rapport au Roi, "d'aménager le règlement de discipline militaire actuellement en vigueur, d'une part, en rétablissant autant que possible dans sa teneur première, le texte de la loi du 15 mars 1815 qui en forme la base, d'autre part, en complétant à nouveau le texte de ce règlement dans les matières où la loi de 1815 était muette, par des dispositions qui soient en harmonie avec les textes législatifs et réglementaires actuellement en vigueur".

A cette fin :

1° le projet abroge la plupart des articles groupés dans les chapitres IV à VIII de l'arrêté royal du 30 mai 1916, articles qui n'étaient pas repris de la loi de 1815;

2° le projet prend de nouvelles dispositions pour remplacer les articles qu'il abroge; ces nouvelles dispositions ne sont pas insérées dans l'arrêté de 1916, mais forment un arrêté royal distinct intitulé "arrêté royal relatif à la discipline militaire".

.../...

Si le projet devient arrêté royal, le régime disciplinaire de l'armée, indépendamment des lois et règlements particuliers à certaines catégories de militaires, sera régi par les dispositions suivantes :

1° le règlement de 1815 , qui fut implicitement modifié à diverses reprises;

2° les 54 premiers articles de l'arrêté royal de 1916, qui n'ont fait que reprendre les dispositions du règlement de 1815 mais en y apportant des modifications importantes, notamment en ce qui concerne les peines disciplinaires; quelques autres articles de cet arrêté;

3° les articles du projet.

En maintenant le règlement de 1815 et les 54 premiers articles de l'arrêté royal de 1916, le projet ne met pas fin à la confusion existant actuellement entre des dispositions législatives et des dispositions réglementaires; plus encore qu'en toute autre matière, la sauvegarde de la sécurité juridique des militaires exige, lorsqu'il s'agit de discipline, des textes exempts d'ambiguïté.

Une difficulté supplémentaire résulte de ce que le texte français du règlement reproduit dans la pasinomie de 1815 (page 107) ne correspond pas exactement au texte original néerlandais publié au Staatsblad n° 26 de 1815.

.../...

Enfin,le régime disciplinaire militaire n'est pas seulement organisé à l'heure actuelle par le règlement de 1815; il existe également un règlement de discipline pour l'armée de mer du 20 juillet 1814 qui, lui aussi, est une loi. Il n'est sans doute plus, pour les mêmes raisons, adapté aux nécessités actuelles de la discipline dans la force navale.

Eu égard aux considérations qui précèdent, un réexamen de tout le problème du régime disciplinaire à l'armée serait souhaitable pour arriver à une meilleure coordination des textes.

Les règlements de 1814 et 1815 étant des lois, l'intervention du législateur serait nécessaire.

\+

\+ +

OBSERVATION GENERALE.

Une observation doit être formulée concernant la distinction qu'il y a lieu d'établir entre la peine disciplinaire et la mesure disciplinaire.

Cette distinction est le résultat de l'évolution du droit disciplinaire militaire; les peines sont des sanctions infligées comme conséquence d'une faute disciplinaire, par le supérieur hiérarchique chargé de veiller à l'instruction des militaires; les mesures disciplinaires, par contre, revêtent un caractère administratif et ont des conséquences sur le statut administratif du militaire.

/

C'est en raison de cette distinction que le Conseil d'Etat déclare non recevables les recours dirigés contre des peines de discipline militaire alors qu'il admet la recevabilité des recours formés contre les mesures disciplinaires (C.E. LAFORET, 31 août 1949, Rec. DUMONT-BAEYENS, p. 168. Voyez dans le même sens les travaux préparatoires de la loi du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat - Ann. Parl. Chambre 1937-1938, pp. 1358, 1363 et 1364 - Rec. Création d'un Conseil d'Etat, pp. 248 et 250 - Ann. Parl. Chambre 1945-1946, p. 106).

Il y a lieu de remarquer en outre que si une mesure disciplinaire peut suivre une peine disciplinaire, on ne peut concevoir, en vertu du principe "non bis in idem", qu'un militaire soit poursuivi et puni deux fois à raison d'un même fait (WALINE, Manuel élémentaire de droit administratif, 5ème édit. , p. 327).

Les statuts des officiers et des sous-officiers ne soulèvent pas de difficulté quant au caractère de mesure disciplinaire de certaines sanctions qui y sont prévues; par contre, le règlement de discipline de 1815 prévoit que la dégradation, l'incorporation dans une compagnie de discipline et le renvoi de l'armée sont des peines, alors que ces sanctions ont les caractères qu'à l'heure actuelle l'on reconnaît communément aux mesures disciplinaires.

Des difficultés pourront dès lors naître lorsque l'une de ces trois sanctions sera appliquée, étant donné que le délai d'introduction d'une réclamation

.../...

est différent suivant qu'elle a trait à une peine disciplinaire (chapitre IV, section Ière, du projet) ou à une mesure disciplinaire (chapitre IV, section 2, du projet). Ces difficultés ne naîtront pas seulement lorsque l'autorité militaire examinera la recevabilité de la réclamation, mais également lorsque le Conseil d'Etat, saisi d'une demande d'annulation, aura à examiner si la réclamation introduite devant l'autorité militaire a ou non interrompu les délais du recours pour excès de pouvoir.

Ces observations démontrent la nécessité de modifier la loi de 1815, pour opérer une classification plus actuelle des mesures et des peines disciplinaires.

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

PREAMBULE.

Les alinéas 2 et 4 du préambule gagneraient à être rédigés comme suit :

"Vu la loi du 27 juillet 1934 concernant le statut des sous-officiers, modifiée par les lois des 11 avril 1936, 12 février 1951 et 15 mars 1954,

Vu les lois sur la milice coordonnées le 2 septembre 1957, modifiées par la loi du 16 août 1958;".

.../...

Le projet apporte par son article 50 de profondes modifications au règlement de discipline approuvé par l'arrêté royal du 30 mai 1916; il y a dès lors lieu de viser ce règlement dans le préambule.

Article 1er.

Suivant l'article 1er du projet "la subordination doit avoir lieu d'après la hiérarchie. A grade égal, elle a lieu à l'ancienneté. En cas d'égalité d'ancienneté de grade, il est tenu compte de l'ancienneté dans le grade immédiatement inférieur".

Une telle disposition est trop générale. L'article 35 de la loi du 1er mars 1958 relative au statut des officiers de carrière et de réserve dispose en son § 2 :"l'ancienneté relative des officiers porteurs d'un grade autre que celui de sous-lieutenant et qui sont nommés à ce grade à la même date, est déterminée par leur ancienneté dans le grade de sous-lieutenant". Cette disposition règle l'ancienneté pour l'avancement de grade; il semble cependant que celle-ci doive coïncider avec l'ancienneté pour la subordination.

Il existe d'autres dispositions qui prévoient une règle différente de celle qui est fixée par l'article 1er du projet, notamment l'article 20 de l'arrêté royal du 25 septembre 1959 relatif au statut des officiers de réserve,qui a trait aux règles de subordination

.../...

entre officiers de carrière et officiers de réserve, ainsi que l'article 6 de l'arrêté royal du 23 mai 1956 relatif aux officiers auxiliaires de la force aérienne, qui fixe les règles de subordination de l'officier auxiliaire à l'égard des autres officiers.

Il serait dès lors préférable de revoir cet article à la lumière des observations qui viennent d'être formulées.

\+

\+ \+

Article 2.

L'article 2 du projet dispose :

"Tout sous-officier, caporal ou soldat commissionné ou remplissant momentanément l'emploi du grade supérieur est investi de l'autorité et des droits au respect inhérents à cet emploi. Il en exerce les attributions et est tenu des devoirs afférents à ce grade. Pour le commandement, il a autorité sur les militaires dont la nomination ou la commission est postérieure à sa propre commission à l'emploi du même grade".

Suivant les explications qui ont été données au Conseil d'Etat, la commission à l'emploi n'existe pas pour les sous-officiers, caporaux et soldats; seule la commission au grade est accordée en application de la réglementation ministérielle. L'article 2 du projet contient dès lors une inexactitude qu'il y a lieu de corriger.

Par souci de concordance avec des dispositions similaires ayant trait aux officiers de carrière (article 12 de l'arrêté royal du 7 avril 1959) et aux officiers de réserve (article 19 de l'arrêté royal du 25 septembre 1959), il est proposé de rédiger l'article 2 du projet de la manière suivante :

"Article 2.-

Le sous-officier, le caporal ou le soldat, lorsqu'il est commissionné à un grade supérieur ou lorsqu'il est désigné pour remplir momentanément l'emploi d'un grade supérieur, exerce les attributions et est tenu des devoirs afférents à ce grade.

Pour le commandement, il a autorité sur les militaires dont la nomination ou la commission est postérieure à sa propre commission au même grade"!

\+

\+ \+

Articles 3 à 5.

Les articles 3 à 5 du projet ont trait à la réception de l'officier ou du sous-officier. L'article 3 en donne la signification; les articles 4 et 5 en règlent la cérémonie.

Ces articles, en leur majeure partie, ne constituent pas de normes juridiques et devraient trouver leur place non dans un arrêté royal, mais bien dans les circulaires ministérielles organisant les cérémonies militaires.

.../...

Ils devraient être remplacés par un seul article prévoyant,d'une part,la nécessité de la réception de l'officier ou du sous-officier pour que soit proclamé son droit de commander ainsi que le caractère solennel de cette réception et donnant,d'autre part,au Ministre de la Défense nationale délégation pour l'organisation de cette cérémonie.

\+

\+ +

Articles 6 à 12.

Les articles 6 à 9 du projet n'ont pas non plus le caractère de règles de droit; ils consistent en des conseils donnés aux officiers pour l'exercice de leur pouvoir disciplinaire.

Les articles 11 et 12 sont des dispositions d'ordre intérieur à l'administration concernant l'exercice du pouvoir disciplinaire.

De telles dispositions doivent trouver leur place, non dans l'arrêté relatif à la discipline militaire, mais plutôt dans le commentaire qu'en fera l'administration.

\+

\+ +

.../...

Le chapitre II du projet est intitulé "Les mesures disciplinaires". Sa section 1ère a trait aux mesures disciplinaires applicables aux sous-officiers de carrière; sa section 2 aux mesures disciplinaires applicables aux soldats et aux gradés qui ne sont pas sous-officiers de carrière.

Ce chapitre ne traite que de certaines mesures disciplinaires applicables aux militaires de rang subalterne; les lois propres à ceux-ci prévoient d'autres mesures disciplinaires dont le projet ne fait pas mention.

Il serait dès lors préférable de rédiger les intitulés du chapitre II et de ses sections de la manière suivante :

"CHAPITRE II. - DE CERTAINES MESURES DISCIPLINAIRES APPLICABLES AUX MILITAIRES AU-DESSOUS DU RANG D'OFFICIER.

Section 1ère.- De certaines mesures disciplinaires applicables aux sous-officiers de carrière.

Section 2.- De certaines mesures disciplinaires applicables aux soldats et aux gradés qui ne sont pas sous-officiers de carrière".

.../...

Les articles 13 et 14 devraient faire l'objet d'un seul article rédigé comme suit :

"Article .-

Le sous-officier de carrière qui a été condamné, qui a reçu des punitions répétées ou qui a été puni pour une transgression grave, peut s'entendre infliger un blâme par le chef de corps ou le commandant de division.

Il peut s'entendre infliger une réprimande par le commandant de corps d'armée".

\+

\+ \+

Article 15.

L'article 15 du projet est pris en exécution de l'article 8 de la loi du 27 juillet 1934 concernant le statut des sous-officiers, et de l'article 20 de la loi du 9 juillet 1951 portant statut des sous-officiers des cadres actifs de la force navale. L'article 15 du projet établit les conditions dans lesquelles la non-activité par mesure disciplinaire que ces articles prévoient, peut être appliquée.

La non activité par mesure disciplinaire peut avoir, même lorsqu'elle n'est pas suivie d'une mesure plus grave, telle la radiation d'office du corps des sous-officiers de carrière, des conséquences importantes pour toute la carrière future du militaire, non seulement parce que la trace en subsistera dans

son dossier personnel, mais également parce que, suivant l'article 16 de la loi du 27 juillet 1934,il ne pourra obtenir d'avancement pendant cette période et parce que, suivant l'article 15 de la même loi, la période passée dans cette position sera décomptée de son ancienneté pour l'avancement.

La loi du 9 juillet 1951 prévoit,en ses articles 28 et 29,des dispositions similaires pour les sous-officiers de la force navale.

De telles conséquences requièrent que le sous-officier puisse avoir connaissance des griefs qui sont formulés à son égard et qu'il puisse faire valoir ses moyens de défense.

Sans doute,le sous-officier "qui a fait l'objet d'une condamnation, qui a reçu des punitions répétées, qui a été puni pour une transgression grave", aura-t-il eu connaissance des faits qui lui sont reprochés et aura-t-il pu vraisemblablement s'expliquer à leur sujet. Il n'en sera pas nécessairement de même pour le sous-officier "qui a fait l'objet, pour motif disciplinaire, d'une proposition de retrait définitif d'emploi". Dans cette hypothèse,le sous-officier pourrait être placé en non-activité par mesure disciplinaire avant même d'avoir pu s'expliquer concernant les faits qui lui sont reprochés.

En ne prévoyant aucune garantie pour les droits de la défense du sous-officier, le projet va à l'encontre d'un principe de droit généralement consacré par les textes et reconnu par la jurisprudence.

.../...

Suivant les explications qui ont été données au Conseil d'Etat, il entrerait dans les intentions du Ministre de la Défense nationale de prévoir que le formulaire de proposition de non-activité doive être signé "pour Vu" par le militaire intéressé. Il faut observer que si celui-ci peut signer "pour Vu" ce formulaire , cela ne signifie nullement que l'autorité qui fait la proposition soit tenue de le mettre au courant des faits reprochés et de leur gravité et surtout de l'entendre en ses moyens.

Un tel formulaire ne serait pas suffisant pour garantir les droits de la défense.

Il conviendrait dès lors de revoir l'article 15 du projet de manière à assurer aux sous-officiers les garanties fondamentales indispensables.

\+

\+ \+

Article 16.

Pour répondre aux intentions du Gouvernement, l'article 16 du projet devrait être rédigé comme suit :

"Article 16.-

Le blâme peut être infligé par le chef de corps au soldat ou au gradé n'ayant pas la qualité de sous-officier de carrière, qui a fait l'objet d'une condamnation ou qui a été puni plusieurs fois pour des transgressions graves. Si le militaire intéressé est célibataire et mineur d'âge, le blâme est porté à la connaissance des parents ou du tuteur, par lettre recommandée à la poste".

\+

Article 17.

Suivant l'article 17 du projet,"le commandant d'unité peut supprimer des jours de congé de faveur à raison" d'un nombre de jours différent suivant la peine disciplinaire encourue. Comme cette disposition laisse au commandant d'unité le pouvoir de supprimer ou non ces jours de congé de faveur, le nombre de jours fixé constitue une limite maximum. Le liminaire de l'article 17 gagnerait dès lors à être rédigé comme suit :

"Le commandant d'unité peut supprimer des jours de congé de faveur dans les limites maximum suivantes : ... ".

Il y a de plus lieu d'observer que les punitions auxquelles l'article 17 se réfère sont celles qui sont prévues par le règlement de discipline de 1815; le règlement de discipline pour l'armée de mer du 20 juillet 1814 prévoit d'autres peines.

\+

\+ \+

Article 18.

Dans l'article 18, les mots "un jour à destination" seraient utilement remplacés par les mots "un jour entier".

\+

\+ \+

Le chapitre III du projet organise le conseil d'enquête pour les militaires de rang subalterne qui ne sont pas sous-officiers de carrière, et fixe la procédure qui doit être suivie devant lui.

L'article 19 détermine la composition du conseil d'enquête "chargé de donner son avis en matière disciplinaire",mais aucune disposition du projet ne fixe de manière précise ce qu'il faut entendre par "matière disciplinaire".

On pourrait préciser que le Gouvernement entend ne prévoir l'intervention de ce conseil que dans les cas prévus dans l'arrêté royal du 30 mai 1916 tel qu'il sera modifié par le projet; les articles 69 et 77 de l'arrêté de 1916 exigent,en effet,l'intervention du conseil de discipline lorsqu'un sous-officier est proposé pour la privation du grade ou lorsqu'un militaire est proposé pour être renvoyé de l'armée.

Même si l'intention du Gouvernement était de ne prévoir l'intervention du conseil d'enquête que dans ces deux seuls cas, il y aurait lieu, pour éviter toute difficulté d'interprétation, de le dire en termes clairs; à plus forte raison, le texte devrait-il être précisé si le Gouvernement voulait faire intervenir ce conseil préalablement à d'autres peines ou à d'autres mesures disciplinaires.

\+

\+ \+

Une observation doit être faite également concernant la compétence "ratione personae" du conseil d'enquête. Suivant l'intitulé du chapitre, le conseil d'enquête est institué "pour les soldats ainsi que pour les gradés qui ne sont pas sous-officiers de carrière".

Les sous-officiers auxiliaires de la force aérienne sont gradés et ne bénéficient pas du statut des sous-officiers de carrière. Il y a toutefois lieu de faire observer qu'en vertu de l'article 8 de la loi du 23 décembre 1955 "le Ministre de la Défense nationale peut, par arrêté motivé, résilier l'engagement du sous-officier auxiliaire pour motif disciplinaire, d'inaptitude morale ou professionnelle, sur avis d'une commission d'enquête".

Par l'arrêté royal du 23 mai 1956, le Roi a fixé la composition de cette commission ainsi que la procédure à suivre devant elle (articles 7 à 11).

Le projet ne vise pas dans son préambule la loi du 23 décembre 1955 sur les sous-officiers auxiliaires de la force aérienne, pilotes et navigateurs; les intentions du Gouvernement semblent donc être de ne pas leur rendre applicable le chapitre III du projet. Il y aurait lieu de préciser ces intentions en modifiant l'intitulé du chapitre. Si toutefois le Gouvernement voulait faire intervenir le conseil d'enquête à l'égard des sous-officiers auxiliaires pour lesquels une peine ou une mesure disciplinaire autre que la résiliation d'engagement est proposée, le projet devrait être complété en son chapitre III et en son préambule.

\+

\+ \+

C'est sous réserve de ces deux observations concernant la compétence du conseil d'enquête que l'examen du chapitre III du projet est poursuivi.

\+

\+ +

Article 19.

Il résulte d'un argument " a contrario" tiré de l'article 21,que le conseil d'enquête est institué au sein du corps dont fait partie le militaire intéressé. Il y aurait lieu de le dire dans l'article 19.

\+

\+ +

L'article 19 prévoit que le conseil d'enquête comprendra notamment "un sous-officier plus ancien que le militaire intéressé s'il est du même grade que ce dernier".

Une telle disposition ne prévoit pas le cas où le sous-officier au sujet duquel le conseil doit donner son avis est le sous-officier le plus ancien du grade le plus élevé de son corps. Sans doute l'article 21 permettra-t-il, dans ce cas,de désigner comme membre du conseil un sous-officier au sein de la division; la question de la désignation du membre sous-officier pourrait dès lors se poser si le sous-officier dont on examine le cas est le plus ancien du grade le plus élevé de la division. Le cas se présentera rarement,

mais il y a lieu d'observer que l'arrêté royal du 30 mai 1916 réglait la question dans son article 83 que le projet abroge et que, d'autre part, l'arrêté royal du 27 septembre 1935 contient aussi une disposition à ce sujet concernant la constitution du conseil d'enquête chargé d'émettre un avis au sujet des propositions de radiation du corps des sous-officiers de carrière.

\+

\+ +

Sous réserve de cette observation, il est proposé de rédiger la disposition relative à la composition du conseil d'enquête comme suit :

"- un officier supérieur ou un commandant, président; trois officiers subalternes;

- un sous-officier d'un grade supérieur à celui de l'intéressé ou, tout au moins, plus ancien dans le même grade".

\+

\+ +

Article 20.

Le dernier membre de phrase de l'article 20 gagnerait à être rédigé comme suit :

"- les officiers et les sous-officiers qui ont été mêlés aux incidents donnant lieu à l'enquête ou qui ont pris part à la procédure antérieure".

\+

Article 21.

L'article 21 dispose notamment que,"s'il n'est pas possible de réunir un conseil d'enquête dans le corps, le commandant de division désigne le président et les membres au sein de la division".

Une telle disposition exigera l'intervention du commandant de la division pour désigner le président et les membres dès lors qu'un seul des membres prévus à l'article 19 ne pourra être trouvé dans le corps.

Si toutefois l'intention du Gouvernement était de ne faire désigner au sein de la division que le ou les seuls membres qui n'ont pu être trouvés au sein du corps, l'article 21 du projet devrait être assoupli et sa seconde phrase pourrait être rédigée comme suit :

"S'il n'est pas possible de réunir dans le corps un conseil d'enquête, tel qu'il est prévu à l'article 19, le commandant de division peut appeler au sein de la division le ou les membres destinés à le former ou à le compléter".

\+

\+ \+

Article 22.

L'article 22 dispose en son alinéa 1er :

"Le chef de corps ou le commandant de division, suivant le cas, convoque le conseil par la voie des ordres journaliers".

Suivant ce texte, le commandant de division devra convoquer le conseil d'enquête dès lors qu'il aura participé à la composition du conseil d'enquête même si son intervention a consisté à ne désigner qu'un seul membre.

Pour éviter toute difficulté à cet égard et par souci de concordance avec les dispositions d'autres arrêtés ayant trait à des matières similaires, il est suggéré de confier au président le soin de convoquer le conseil d'enquête (arrêté royal du 7 avril 1959 relatif à la position et à l'avancement des officiers de carrière, article 35).

L'article 22 pourrait dès lors être rédigé comme suit :

"Article 22.-

Le président fixe la date et l'endroit de la réunion du conseil d'enquête; il en convoque les membres.

Le président convoque le militaire intéressé huit jours au moins avant la date fixée pour la réunion".

+

+ +

A ce stade de l'examen de la procédure devant le conseil d'enquête, une observation doit être faite concernant les droits de la défense.

Sans doute le projet prévoit-il en son article 25 que "le comparant peut faire valoir tous ses moyens de défense et se faire assister par un militaire de son choix". Il est cependant évident que ni le comparant, ni son défenseur ne seront à même de faire valoir utilement ces moyens de défense si le dossier soumis au conseil d'enquête ne leur a pas été communiqué.

Il y a lieu d'insérer dans le projet une disposition ayant trait à l'obligation de communiquer le dossier avant la réunion du conseil d'enquête.

C'est également à ce moment de la procédure qu'il y a lieu de prévoir l'assistance éventuelle de l'intéressé par un militaire de son choix, ainsi que la communication, par le comparant, du nom des témoins qu'il désire faire entendre.

S'inspirant de l'organisation de la procédure devant le conseil d'enquête prévu par le statut des officiers (arrêté royal du 7 avril 1959 relatif à la position et à l'avancement des officiers de carrière) et de celle qui est suivie devant la commission

.../...

d'enquête prévue par le statut des officiers et des sous-officiers auxiliaires de la force aérienne (arrêté royal du 23 mai 1956 relatif aux officiers auxiliaires de la force aérienne et arrêté de même date relatif aux sous-officiers auxiliaires de la force aérienne) , le Conseil d'Etat propose d'insérer, immédiatement après l'article 22 du projet, un article rédigé comme suit :

"Article .-

§ 1er. Le militaire intéressé peut se faire assister par un membre des forces armées; il en informe le président dès la réception de la convocation à comparaître.

§ 2. Le dossier est mis à la disposition du militaire et de son défenseur dès l'envoi de la convocation à comparaître, aux heures et endroit fixés par le président.

§ 3. Le militaire intéressé doit faire connaître au président, deux jours au moins avant la réunion, le nom et l'identité des témoins qu'il désire faire entendre par le conseil".

+

+ +

Article 23.

Pour suivre un ordre logique, l'article 23 devrait trouver sa place avant l'article 22 du projet.

\+

\+ +

Articles 24 à 27.

Par souci de concordance avec les dispositions relatives au conseil d'enquête prévu par le statut des officiers (arrêté royal du 7 avril 1959),il est proposé d'organiser la procédure d'audience du conseil d'enquête en un seul article rédigé comme suit :

"Article

§ 1er. Le président du conseil d'enquête expose le motif de la convocation et interroge le comparant sur les faits allégués à sa charge ainsi que sur ceux qui ont provoqué chacune des punitions qui peuvent avoir une influence sur l'avis à donner.

§ 2. Le conseil d'enquête interroge les témoins produits par l'intéressé et les personnes qu'il estime nécessaire d'entendre; le chef de corps ne peut être appelé comme témoin.

Les témoins ne prêtent pas serment; chacun d'eux est entendu séparément dans la langue nationale de son choix.

.../...

Les témoins militaires ne sont pas confrontés avec le comparant; il lui est donné connaissance de leurs dépositions et ses objections sont actées.

§ 3. Le militaire en cause et les témoins signent leurs déclarations qui sont actées au procès-verbal.

Si le comparant ou les témoins refusent ou négligent de comparaître ou de répondre, il en sera fait mention au procès-verbal.

§ 4. La parole est ensuite accordée à l'intéressé pour sa défense s'il veut la présenter lui-même ou au défenseur qu'il a choisi pour l'assister".

\+

\+ \+

Article 32.

En disposant que c'est aux risques et périls du réclamant que l'autorité militaire supérieure examinera la réclamation introduite, l'article 32 du projet semble admettre que l'autorité militaire puisse aggraver la peine au sujet de laquelle la réclamation est introduite.

Il n'en est pas ainsi, car une telle aggravation est rendue impossible par l'article 39 du projet. Les seuls risques que le réclamant court ont trait à une nouvelle peine disciplinaire qui peut lui être infligée si la réclamation est faite de mauvaise foi ou formulée en termes irrespectueux.

.../...

L'article 39 du projet édictant clairement cette règle, les mots "aux risques et périls du réclamant" doivent être omis à l'article 32.

\+

\+ +

Articles 33 à 35.

Les articles 33 à 35 du projet ont trait au recours préalable qui doit être fait à l'officier qui a puni avant de pouvoir introduire une réclamation à l'autorité supérieure. Afin qu'il n'y ait aucune confusion entre ce recours préalable et la réclamation proprement dite qui constitue l'objet principal de la section 1ère du chapitre IV du projet, il est suggéré de rédiger les articles 33 à 35 en un seul article.

\+

\+ +

En disposant en son article 34 que, malgré la suspension de l'exécution de la punition, "le chef qui a puni peut toutefois maintenir l'intéressé aux arrêts provisoires, à concurrence de la punition infligée", le projet fait appel à une notion que l'on trouve notamment dans les articles 36 à 42 et 54 de l'arrêté royal du 30 mai 1916 mais dont aucune définition n'a été donnée.

Il y aura lieu, lors de la refonte complète du règlement de discipline, de préciser la notion

En disposant en son article 35 que le chef qui a infligé la punition doit, le cas échéant, "reconnaître ses torts", le projet entend signifier que ce chef hiérarchique peut supprimer ou réduire la punition. Il y a lieu de le dire en termes clairs.

\+

\+ +

Tenant compte de ces observations, il est proposé de rédiger les articles 33 à 35 de la manière suivante :

"Article

§ 1er. Avant d'introduire une réclamation, l'intéressé doit demander à être entendu par le chef qui a infligé la punition ou par celui qui, momentanément ou définitivement, remplace celui-ci dans ses fonctions.

Cette demande doit être faite au plus tôt le lendemain et au plus tard le surlendemain du jour où le militaire a eu connaissance de la punition, sans qu'il soit tenu compte des dimanches et jours fériés.

§ 2. La demande prévue au § 1er est actée au rapport administratif de l'unité; elle suspend l'exécution de la punition; toutefois, le chef qui a puni peut maintenir l'intéressé aux arrêts provisoires, à concurrence de la punition infligée.

.../...

§ 3. Le chef qui a infligé la punition doit écouter l'intéressé avec calme et bienveillance.

S'il estime que la protestation n'est pas fondée, il s'efforce de faire comprendre à l'intéressé la nécessité de la sanction prise; s'il estime la protestation fondée en tout ou en partie, il retire la punition ou en réduit la gravité".

\+

\+ +

Articles 36, 37 et 40.

Les articles 36, 37 et 40 concernent tous trois l'introduction de la réclamation. Il y aurait lieu de rédiger ces dispositions en un seul article.

\+

\+ +

Suivant l'article 37 du projet, la réclamation "est faite de préférence verbalement, mais l'autorité militaire peut exiger qu'en raison des circonstances, elle soit faite par écrit".

.../...

De son côté l'article 40 du projet prévoit des modes d'introduction de la réclamation différents suivant qu'elle est verbale ou écrite. Pour exiger que la réclamation soit faite par écrit, l'autorité militaire doit évidemment savoir qu'une réclamation est sur le point d'être faite; dans la réalité une telle connaissance est impossible; même si elle était possible, la décision de l'autorité militaire exigeant que la réclamation soit faite par écrit rendra l'introduction régulière de la réclamation difficile, étant donné l'exiguïté du délai fixé pour saisir le supérieur hiérarchique.

Suivant les explications qui ont été données au Conseil d'Etat, le Gouvernement veut, en matière de réclamation contre les punitions, prévoir, en principe, la réclamation verbale, réclamation éventuellement confirmée par écrit si l'autorité qui doit prendre la décision l'estime nécessaire; l'acte par lequel la réclamation est introduite est la demande de rapport du chef de corps ou du commandant d'unité prévue à l'article 40.

Pour répondre à ces intentions du Gouvernement, les articles 37 et 40 doivent être remaniés.

\+

\+ \+

Tenant compte de ces observations, le Conseil d'Etat propose de rédiger les articles 36, 37 et 40 de la manière suivante :

.../...

"Article

§ 1er. Après avoir été entendu par le chef qui l'a puni, le militaire intéressé peut adresser une réclamation contre la punition à l'autorité immédiatement supérieure, le lendemain au plus tard du jour où il en a appris le maintien.

§ 2. Sauf application des dispositions relatives aux arrêts provisoires, l'exécution de la punition reste suspendue, soit jusqu'à l'expiration du délai de réclamation, soit jusqu'à la décision à prendre concernant celle-ci.

§ 3. La réclamation est individuelle; elle est introduite verbalement par une demande de rapport du chef de corps ou du commandant d'unité suivant que le militaire intéressé est ou non officier.

§ 4. Le chef de corps ou le commandant d'unité peut décider, au vu de la demande de rapport, qu'en raison des circonstances, la réclamation doit être confirmée par écrit.

Dans ce cas, la réclamation écrite est transmise par la voie hiérarchique. Les chefs intermédiaires entre le réclamant et le supérieur qui lui a infligé la punition, ne peuvent la retenir; ce dernier seul en prend connaissance, la vise, la date et la transmet à l'autorité destinataire sans remarque ni annotation, sauf pour demander, s'il le désire, à être entendu. Lorsque l'autorité contre laquelle la réclamation est faite n'est pas le chef hiérarchique du réclamant, la réclamation lui est transmise par l'échelon hiérarchique correspondant".

+

+ +

.../...

Articles 38 et 39.

Les articles 38 et 39 du projet gagneraient à être fusionnés et à être rédigés comme suit :

"Article

La réclamation doit être examinée et une réponse doit lui être donnée sans retard.

L'autorité supérieure ne peut aggraver le taux de la punition, ni en rendre les motifs plus sévères. Elle peut infliger une punition au militaire dont la réclamation est faite de mauvaise foi ou formulée en termes irrespectueux; la répression de ces manquements à la discipline appartient exclusivement à l'autorité chargée de statuer sur la réclamation".

\+

\+ +

Articles 41 et 42.

Les articles 41 et 42 traitant d'une même matière, il serait utile de les fusionner. L'article 41, qui constituerait l'alinéa 1er de cet article, gagnerait à être rédigé comme suit :

"Le militaire peut, dans les mêmes formes et délais, en appeler à l'autorité supérieure à celle qui a statué sur la réclamation; dans ce cas, cette dernière autorité joint au dossier un avis indiquant les raisons de sa décision".

\+

\+ +

Articles 43 et 44.

Les articles 43 et 44 devraient être fusionnés. L'article 44, en effet,ne fait que préciser en sa première phrase la notion de "mesures disciplinaires prononcées par l'autorité militaire" dont il est question à l'article 43. L'article 44 en sa seconde phrase annonce la section suivante; cette disposition peut donc être omise.

\+

\+ +

Suivant l'article 43, les règles imposées pour les réclamations contre une mesure disciplinaire sont les mêmes que celles relatives à la réclamation contre une punition. Il est dès lors inutile de rappeler dans le corps de cet article la règle suivant laquelle la réclamation faite de mauvaise foi ou en termes irrespectueux expose son auteur à une sanction,puisque cette règle est applicable à la réclamation contre une punition en vertu de l'article 39 du projet.

\+

\+ +

Tenant compte de ces observations, le Conseil d'Etat propose de rédiger les articles 43 et 44 comme suit :

.../...

"Article

Les mesures disciplinaires, sauf si elles sont prises par le Roi ou par le Ministre de la Défense nationale, peuvent faire l'objet d'une réclamation.

Les dispositions de la section première du présent chapitre sont applicables à ces réclamations sous réserve des modifications suivantes :

1° le délai est fixé à cinq jours tant en ce qui concerne la demande d'être entendu par l'autorité qui a pris la mesure, qu'en ce qui concerne la réclamation devant l'autorité supérieure;

2° la réclamation est faite par écrit;

3° la réclamation ne suspend pas l'exécution de la mesure disciplinaire sauf si l'auteur de la mesure en décide autrement".

\+

\+ +

Article 47.

Si l'article 47 du projet donne aux militaires le droit de demander audience à une autorité supérieure, suivant les explications données par le délégué du Gouvernement l'autorité saisie d'une telle demande n'est pas obligée d'y donner suite.

Pour répondre à cette intention, il serait préférable de remplacer les mots "ont le droit" par le mot "peuvent", et de compléter l'article 47 du projet par une disposition identique à celle de l'article 46, alinéa 1er in fine, qui pourrait être rédigée comme suit :

/

"L'autorité saisie d'une demande d'audience n'y donne suite que si elle le juge utile".

\+

\+ \+

Article 48.

L'article 48 du projet dispose :

"Quel que soit son rang ou son grade, le militaire en activité de service, désigné pour faire partie d'un collège électoral, est tenu d'aviser le président du bureau, dans les quarante-huit heures de l'information, que les obligations militaires de service l'empêchent de remplir les fonctions d'assesseur ou d'assesseur suppléant (Code électoral, article 99)".

Une telle disposition remplace l'article 27, c, de l'arrêté royal du 30 mai 1916, que l'article 50 du projet abroge et qui dispose :

"c) il est interdit aux officiers en activité, en non-activité, en disponibilité ou de réserve, d'accepter, lors des élections, les fonctions d'assesseur ou d'assesseur suppléant".

Ces deux dispositions ne se concilient guère avec les lois formant le Code électoral coordonnées par l'arrêté royal du 12 août 1928, telles qu'elles ont été modifiées notamment par la loi du 15 mai 1949.

.../...

Aux termes de l'article 98 de ces lois, il appartient au président de chaque bureau de désigner "comme assesseurs et assesseurs suppléants, les huit électeurs de la section les moins âgés parmi ceux ayant au moins trente ans au jour de l'élection et sachant lire et écrire".

De son côté, l'article 99 de ces lois, modifié par la loi du 15 mai 1949, dispose :

"Dans les quarante-huit heures de la désignation des assesseurs et des assesseurs suppléants, le président du bureau les en informe par lettre ouverte et recommandée; en cas d'empêchement, ils doivent en aviser le président dans les quarante-huit heures de l'information.

Si le nombre de ceux qui acceptent est insuffisant pour constituer le bureau, le président complète ce nombre conformément à l'article 98.

Sera puni d'une amende de cinquante à deux cents francs, le président, l'assesseur ou l'assesseur suppléant qui n'aura pas fait connaître ses motifs d'empêchement dans le délai fixé ou qui, sans cause légitime, se sera abstenu de remplir les fonctions conférées".

Faire partie d'un bureau comme assesseur ou assesseur suppléant est un devoir civique, que doivent pouvoir remplir tous les électeurs; aucun texte de loi ne dispense les militaires en activité de service de remplir cette fonction.

Les empêchements soulevés doivent être des empêchements personnels dont le président du bureau doit examiner la pertinence. Il est, dès lors, contraire à la loi d'ériger en principe que les obligations militaires constituent un tel empêchement et d'obliger tout militaire en activité de faire valoir cet empêchement.

Tel qu'il est rédigé, l'article 48 du projet ne pourrait être pris que par le législateur qui, en vertu de l'article 118 de la Constitution, doit régler les droits et les obligations des militaires, et qui seul peut modifier les lois électorales.

Pour concilier les nécessités du service avec les prescriptions des lois électorales, l'article 48 pourraît être rédigé de la manière suivante :

"Article 48.-

"Le militaire en activité de service, désigné comme assesseur ou assesseur suppléant d'un bureau électoral, doit demander à son chef de corps si les nécessités du service ne l'empêchent pas d'exercer cette fonction. Dans l'affirmative, il fait valoir cet empêchement au président du bureau électoral dans le délai fixé par les lois électorales".

\+

\+ \+

.../...

Article 50.

Par son 7°, l'article 50 du projet abroge "les chapitres IV à VIII,à l'exception des articles 56, 57, 58, 69, 71 et 77".

Les articles 76, 77 et 82 ayant été remplacés par l'arrêté royal du 21 décembre 1923 (J.M.O. 1924, p. 33), il y aurait lieu de rédiger les 7° et 8° de l'article 50 du projet comme suit :

"7° le chapitre IV,modifié par l'arrêté royal du 21 décembre 1923,à l'exception des articles 56, 57, 58, 69, 71 et 77;

8° les chapitres V à VIII;

9° les modèles en annexe".

Vooraleer met het onderzoek van het ontwerp een begin wordt gemaakt, moge in verband met de teksten betreffende de militaire tucht het volgende naar voren worden gebracht :

Het besluit van de Soevereine Vorst van 15 maart 1815 heeft een Wetboek van militair strafrecht en een militair tuchtreglement ingevoerd; het koninklijk besluit van 17 april 1815 heeft deze ook voor België toepasselijk verklaard. Beide zijn in werking gebleven krachtens het besluit van het Voorlopig Bewind van 27 oktober 1830.

Het ontwerp heeft alleen betrekking op het tuchtreglement, dat door de Soevereine Vorst was vastgesteld in de uitoefening van zijn wetgevende macht en dus een wet is. Rechtsleer noch rechtspraak hebben deze opvatting ooit in twijfel getrokken (Pandectes belges, v° Discipline militaire, nr 41 - v° Code pénal militaire, nr 22 - R.P.D.B, v° Justice militaire, nr 102 - J.HUBERT, "Législation pénale militaire en vigueur", Revue de droit pénal, oktober 1958)(Cass. 29 mei 1911, Pas. 306 - 22 januari 1924, Pas. 147 - 7 april 1930, Revue de droit pénal, 1930, blz. 486).

Zodanig reglement, althans de bepalingen daarvan die gevolgen hebben voor de administratieve toestand van de militairen, moet, ter voldoening aan de voorschriften

.../...

van de artikelen 118 en 124 van de Grondwet, door het Parlement worden vastgesteld. Artikel 118 bepaalt immers, dat de wet de rechten en de verplichtingen van de militairen regelt, artikel 124 dat militairen uit hun graden, ererechten en pensioenen niet kunnen worden ontzet dan op de bij de wet bepaalde wijze.

Een besluit van het Voorlopig Bewind van 7 oktober 1830 heeft de in het reglement van 1815 voorgeschreven straf van de bastonnade afgeschaft. Dit reglement is ook stilzwijgend door verschillende bepalingen van het Wetboek van militair strafrecht gewijzigd. Uitdrukkelijke wijzigingen heeft de wetgever in het reglement van 1815 nooit aangebracht.

Reeds op het einde van de 19e eeuw echter bleek het noodzakelijk, vooral de bepalingen in verband met de tuchtstraffen grondig aan te passen; verscheidene besluiten hebben andere straffen dan die van de wet ingevoerd.

Tijdens de oorlog 1914-1918 zag een besluit van 30 mei 1916 het licht. Hierin zijn de bepalingen van de wet van 1815 met een ganse reeks wijzigingen en nieuwe bepalingen overgenomen ; dit besluit was enigszins een coördinatie van de wet van 1815 en van de meest uiteenlopende verordeningsbepalingen.

Na de oorlog 1914-1918 hebben de koninklijke besluiten van 19 augustus en 21 december 1923 en tal van ministeriële omzendbrieven het reglement van 1916 gewijzigd.

.../...

Na de oorlog 1940-1945 werd het herdrukt en aangevuld met bepalingen uit de wetten op de stand en de bevordering van de officieren en onderofficieren en met ministeriële voorschriften.

Thans bevat het tuchtreglement dus bepalingen van diverse oorsprong.

\+

\+ \+

Volgens het verslag aan de Koning heeft het ontwerp tot doel "het thans van kracht zijnde tuchtreglement te hervormen door, enerzijds de tekst van de wet van 15 maart 1815 die ervan de grondslag vormt, zoveel mogelijk in zijn oorspronkelijke lezing te herstellen en, anderzijds, de tekst van dit reglement in aangelegenheden waarvan de wet van 1815 niet sprak, opnieuw aan te vullen met bepalingen die volledig samenstemmen met de thans van kracht zijnde wetgevende en reglementaire teksten".

Te dien einde :

1° worden de meeste niet uit de wet van 1815 overgenomen artikelen van de hoofdstukken IV tot VIII van het koninklijk besluit van 30 mei 1916 opgeheven ;

2° worden nieuwe bepalingen ter vervanging van de opgeheven artikelen vastgesteld; zij worden niet in het besluit van 1916 ingevoegd, maar vormen een afzonderlijk koninklijk besluit met als opschrift : "Koninklijk besluit betreffende de militaire tucht".

.../...

Wordt het ontwerp koninklijk besluit, dan zal de tuchtregeling bij het leger, afgezien van de wetten en reglementen die alleen voor sommige categorieën van militairen gelden, op de volgende bepalingen berusten :

1° het reglement van 1815, dat herhaaldelijk impliciet is gewijzigd ;

2° de eerste 54 artikelen van het koninklijk besluit van 1916, die zich ertoe hebben bepaald de voorzieningen van het reglement van 1815 over te nemen, maar er belangrijke wijzigingen hebben in aangebracht, inzonderheid wat de tuchtstraffen betreft ; enige andere artikelen van dit besluit ;

3° de artikelen van het ontwerp.

Aangezien het ontwerp het reglement van 1815 en de eerste 54 artikelen van het koninklijk besluit van 1916 in stand houdt, maakt het geen einde aan de huidige verwarring tussen wetsbepalingen en verordeningsbepalingen; meer dan op welk ander gebied ook moet een militair in tuchtzaken zijn rechtszekerheid in ondubbelzinnige teksten gevrijwaard vinden.

Een andere moeilijkheid is, dat de Franse tekst van het reglement, die afgedrukt is in de pasinomie van 1815 (blz. 107), niet geheel overeenstemt met de oorspronkelijke Nederlandse tekst die bekendgemaakt is in het Staatsblad nr 26 van 1815.

.../...

Ten slotte berust de militaire tuchtregeling thans niet alleen op het reglement van 1815 ; er is nog een tuchtreglement voor het krijgsvolk te water van 20 juli 1814, eveneens een wet. Om dezelfde redenen beantwoordt ook dit reglement ongetwijfeld niet meer aan de huidige behoeften van de tucht in de zeemacht.

Om al die redenen ware het probleem van de tuchtregeling bij het leger in zijn geheel opnieuw te onderzoeken, opdat een betere coördinatie van de teksten kan worden bereikt.

Aangezien de reglementen van 1814 en 1815 wetten zijn, is een optreden van de wetgever noodzakelijk.

\+

\+ \+

ALGEMENE OPMERKING.

Een opmerking dient te worden gemaakt in verband met het noodzakelijk onderscheid tussen tuchtstraf en tuchtmaatregel.

Dit onderscheid is het gevolg van de evolutie van het militaire tuchtrecht; straffen zijn sancties welke ingevolge een tuchtvergrijp worden opgelegd door de hiërarchische meerdere die met het toezicht over de opleiding van militairen is belast; tuchtmaatregelen daarentegen zijn van administratieve aard en beïnvloeden het administratief statuut van de militairen.

.../...

Op grond juist van dit onderscheid verklaart de Raad van State de beroepen tegen militaire tuchtstraffen onontvankelijk, terwijl hij de beroepen tegen tuchtmaatregelen ontvankelijk acht (R.S.LAFORET, 31 augustus 1949, verz. BAEYENS-DUMONT, blz. 183. Zie in dezelfde zin de parlementaire voorbereiding van de wet van 23 december 1946 houdende instelling van een Raad van State - Parl. Handelingen, Kamer 1937-1938, blz. 1358, 1363 en 1364 - Rec.Création d'un Conseil d'Etat, blz. 248 en 250 - Parl. Hand. Kamer 1945-1946, blz. 106).

Bovendien valt op te merken, dat een tuchtmaatregel weliswaar op een tuchtstraf kan volgen, maar dat, op grond van het beginsel "non bis in idem", niet kan worden aanvaard, dat een militair wegens een zelfde feit tweemaal wordt vervolgd en gestraft (WALINE,"Manuel élémentaire de droit administratif, 5ème édit., blz. 327).

In de statuten van officieren en onderofficieren is het niet moeilijk uit te maken, dat bepaalde aldaar gestelde sancties tuchtmaatregelen zijn.

Het tuchtreglement van 1815 daarentegen bepaalt, dat degradatie, inlijving in een tuchtcompagnie en wegzending uit het leger straffen zijn, ofschoon die sancties de kenmerken vertonen die thans doorgaans aan tuchtmaatregelen worden toegeschreven.

.../...

Het toepassen van een dezer drie sancties zal dus tot moeilijkheden kunnen leiden, want de termijn voor het indienen van bezwaar verschilt naargelang dit op een tuchtstraf (hoofdstuk IV, afdeling 1, van het ontwerp), dan wel op een tuchtmaatregel (hoofdstuk IV, afdeling 2, van het ontwerp) betrekking heeft. De moeilijkheden zullen zich niet alleen voordoen wanneer de militaire overheid de ontvankelijkheid van het bezwaar onderzoekt, maar ook wanneer de Raad van State op een vordering tot nietigverklaring moet nagaan, of het bij de militaire overheid ingediende bezwaar de termijnen van het beroep wegens machtsoverschrijding al dan niet heeft gestuit.

Deze opmerkingen tonen aan, dat wijziging van de wet van 1815 noodzakelijk is, wil men tot een meer op de huidige toestand berekende indeling van tuchtmaatregelen en tuchtstraffen komen.

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

Aanhef.

Het tweede en het vierde lid van de aanhef kunnen beter als volgt worden gelezen :

"Gelet op de wet van 27 juli 1934 houdende het statuut van de onderofficieren, gewijzigd bij de wetten van 11 april 1936, 12 februari 1951 en 15 maart 1954;

Gelet op de dienstplichtwetten, gecoördineerd op 2 september 1957, gewijzigd bij de wet van 16 augustus 1958;".

.../...

Door artikel 50 brengt het ontwerp grondige wijzigingen aan in het bij koninklijk besluit van 30 mei 1916 goedgekeurde tuchtreglement, dat dus ook in de aanhef moet worden vermeld.

Artikel 1.

Volgens artikel 1 van het ontwerp "moet de ondergeschiktheid volgens de hiërarchie geschieden. Bij gelijke graad geschiedt zij volgens anciënniteit. In geval van gelijke anciënniteit in de graad wordt rekening gehouden met de anciënniteit in de onmiddellijk lagere graad".

Zulk een bepaling is te algemeen. Artikel 35 van de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroeps- en reserveofficieren bepaalt in § 2 : "De betrekkelijke anciënniteit van de officieren bekleed met een andere graad dan die van onderluitenant, die op dezelfde datum tot die graad benoemd zijn, wordt bepaald door hun anciënniteit in de graad van onderluitenant". Deze bepaling regelt de anciënniteit voor de bevordering in graad, die echter met de anciënniteit voor de ondergeschiktheid schijnt te moeten samenvallen.

Andere bepalingen schrijven een andere regel voor dan artikel 1 van het ontwerp, met name artikel 20 van het koninklijk besluit van 25 september 1959 betreffende het

.../...

statuut der reserveofficieren, dat handelt over de regelen inzake ondergeschiktheid van beroepsofficieren en reserveofficieren ,en artikel 6 van het koninklijk besluit van 23 mei 1956 betreffende de hulponderofficieren van de luchtmacht, dat de ondergeschiktheid van hulpofficieren ten aanzien van andere officieren regelt.

Het zou dus goed zijn, dit artikel aan de hand van het zoëven opgemerkte te herzien.

\+

\+ \+

Artikel 2.

Dit artikel bepaalt :

"Elke onderofficier, korporaal of soldaat aangesteld in het ambt van een hogere graad, of die tijdelijk dit ambt vervult, is bekleed met het gezag en met de rechten tot eer die aan dit ambt verbonden zijn. Hij oefent er de bevoegdheid van uit en is gehouden tot de plichten die aan die graad verbonden zijn. Voor de bevelvoering heeft hij gezag over de militairen die benoemd of aangesteld zijn nadat hijzelf in het ambt van dezelfde graad werd aangesteld".

.../...

Aan de Raad van State is medegedeeld, dat voor onderofficieren, korporaals en soldaten geen aanstelling in het ambt bestaat; alleen de aanstelling tot de graad wordt toegekend bij toepassing van de ministeriële regeling. Artikel 2 van het ontwerp bevat dus een onnauwkeurigheid die moet worden verbeterd.

Ter wille van de overeenstemming met soortgelijke bepalingen betreffende beroepsofficieren (artikel 12 van het koninklijk besluit van 7 april 1959) en reserveofficieren (artikel 19 van het koninklijk besluit van 25 september 1959), wordt voorgesteld artikel 2 van het ontwerp als volgt te lezen :

"Artikel 2.-

De onderofficier, de korporaal of de soldaat die wordt aangesteld in een hogere graad of die wordt aangewezen om tijdelijk een betrekking van een hogere graad waar te nemen, oefent de bevoegdheid ervan uit en is gehouden tot de plichten die aan die graad verbonden zijn.

Voor de bevelvoering heeft hij gezag over de militairen die benoemd of aangesteld zijn nadat hijzelf in dezelfde graad werd aangesteld".

\+

\+ \+

.../...

Artikelen 3 tot 5.

De artikelen 3 tot 5 van het ontwerp hebben betrekking op de ontvangst van officieren of onderofficieren. Artikel 3 geeft hiervan de betekenis aan ; de artikelen 4 en 5 regelen de plechtigheid.

Voor het grootste gedeelte bevatten deze artikelen geen rechtsnormen; zij horen dus niet thuis in een koninklijk besluit maar in ministeriële omzendbrieven betreffende de militaire plechtigheden.

In de plaats daarvan stelle men één artikel; dit zou enerzijds bepalen dat een ontvangst van officieren en onderofficieren moet plaats hebben opdat hun recht tot bevelen kan worden geproclameerd, en dat dit een plechtige ontvangst moet zijn; anderzijds zou het de Minister van Landsverdediging machtigen tot het inrichten van de plechtigheid zelf.

\+

\+ \+

Artikelen 6 tot 12.

De artikelen 6 tot 9 van het ontwerp zijn evenmin rechtsregelen ; het zijn raadgevingen aan de officieren voor de uitoefening van hun tuchtgezag.

.../...

De artikelen 11 en 12 zijn maatregelen van inwendig bestuur in verband met de uitoefening van het tuchtgezag.

Zodanige bepalingen zijn niet op hun plaats in het besluit betreffende de militaire tucht, maar veeleer in de commentaar welke het bestuur daarbij zal geven.

\+

\+ +

Hoofdstuk II van het ontwerp heet "De tuchtmaatregelen". Afdeling 1 handelt over de tuchtmaatregelen voor beroepsonderofficieren; afdeling 2 over de tuchtmaatregelen voor soldaten en voor andere gegradueerden dan beroepsonderofficieren.

Dit hoofdstuk behandelt alleen bepaalde tuchtmaatregelen die op militairen van lagere rang toepassing vinden; de wetten die speciaal op hen betrekking hebben, schrijven andere tuchtmaatregelen voor, waaraan het ontwerp voorbij gaat.

Het ware dus beter de opschriften van hoofdstuk II en van de afdelingen daarvan als volgt te lezen:

.../...

"HOOFDSTUK II.- BEPAALDE TUCHTMAATREGELEN TOEPASSELIJK OP DE MILITAIREN BENEDEN DE RANG VAN OFFICIER".

Afdeling 1.- Bepaalde tuchtmaatregelen toepasselijk op beroepsonderofficieren.

Afdeling 2.- Bepaalde tuchtmaatregelen toepasselijk op soldaten en op gegradueerden die geen beroepsonderofficier zijn".

Van de artikelen 13 en 14 zou één artikel moeten worden gemaakt, als volgt :

"Artikel .

Op de beroepsonderofficier die veroordeeld of herhaaldelijk gestraft of wegens ernstig vergrijp gestraft is geweest, kan door de korps- of divisiecommandant een blaam worden gelegd.

Hij kan worden berispt door de legerkorpscommandant".

\+

\+ +

Artikel 15.

Artikel 15 van het ontwerp dient tot uitvoering van artikel 8 van de wet van 27 juli 1934 houdende het statuut van de onderofficieren, en van artikel 20 van de wet van 9 juli 1951 houdende het statuut van de onderofficieren van het actief kader van de zeemacht. Artikel 15 van het ontwerp stelt vast onder welke voorwaarden de bij die artikelen voorgeschreven non-activiteit bij tuchtmaatregel kan worden opgelegd.

.../...

Non-activiteit bij tuchtmaatregel kan, zelfs als er geen strengere tuchtmaatregel, bijvoorbeeld ambtshalve schrapping uit het korps der beroepsonderofficieren, op volgt, gewichtige gevolgen hebben voor de toekomstige loopbaan van de militair; want niet alleen blijft er altijd een spoor van in zijn persoonlijk dossier, hij kan ook, volgens artikel 16 van de wet van 27 juli 1934, tijdens die periode niet worden bevorderd, terwijl, volgens artikel 15 van dezelfde wet, de in die stand doorgebrachte periode wordt afgetrokken van zijn bevorderingsanciënniteit.

De wet van 9 juli 1951 bevat in haar artikelen 28 en 29 soortgelijke maatregelen ten aanzien van de onderofficieren van de zeemacht.

De evengenoemde gevolgen maken het nodig, dat de onderofficier kennis krijgt van wat hem ten laste wordt gelegd, en dat hij zijn verweermiddelen kan voordragen.

Ongetwijfeld zal de onderofficier "die veroordeeld herhaaldelijk gestraft of wegens ernstig vergrijp gestraft is geweest", kennis hebben gehad van de hem ten laste gelegde feiten, en waarschijnlijk zal hij zich hebben kunnen verantwoorden. Maar dit is niet noodzakelijk zo voor de onderofficier "die voor tuchtredenen het voorwerp is geweest van een voorstel tot definitieve ambtsontheffing". Deze onderofficier zou op non-activiteit kunnen worden gesteld bij tuchtmaatregel, zelfs vooraleer hij zich over het hem ten laste gelegde heeft kunnen verantwoorden.

Door na te laten de rechten van verdediging van de onderofficier te waarborgen, komt het ontwerp in strijd met een in het algemeen door de teksten bekrachtigd en door de rechtspraak erkend rechtsbeginsel.

.../...

Naar aan de Raad van State werd medegedeeld, zou de Minister van Landsverdediging zich voornemen te bepalen, dat de militair het formulier waarop zijn non-activiteit wordt voorgesteld, "voor gezien" moet ondertekenen. Dit betekent wel te verstaan niet, dat de overheid die het voorstel doet, hem van de hem ten laste gelegde feiten en van hun ernst op de hoogte moet brengen, en vooral niet dat zij hem in zijn verweermiddelen moet horen.

Als waarborg voor de rechten van verdediging ware zulk formulier dan ook niet voldoende.

Artikel 15 van het ontwerp worde dus zo herzien, dat de onderofficieren de onontbeerlijke fundamentele waarborgen krijgen.

\+

\+ +

Artikel 16.

In de volgende lezing zou dit artikel de bedoeling van de Regering tot uiting brengen :

"Artikel 16.-

De blaam mag door de korpscommandant worden gelegd op de soldaat of op de gegradueerde zonder de hoedanigheid van beroepsonderofficier, die veroordeeld of herhaaldelijk gestraft, of wegens ernstig vergrijp gestraft is geweest. De blaam op een militair die vrijgezel en minderjarig is, wordt bij een ter post aangetekende brief ter kennis van de ouders of van de voogd gebracht".

\+

\+ +

.../...

Artikel 17.

Volgens artikel 17 van het ontwerp "mag de eenheidscommandant dagen gunstverlof afschaffen naar rata van" een aantal dagen dat verschilt naar gelang van de opgelopen tuchtstraf. Daar de eenheidscommandant dus vrij kan beslissen of hij die dagen gunstverlof al dan niet zal afschaffen, zijn de getallen die het artikel opgeeft maximumgetallen. De inleidende volzin van artikel 17 leze men daarom als volgt :

"De eenheidscommandant kan gunstverlof afschaffen voor ten hoogste zoveel dagen als hierna wordt bepaald : ...".

Er zij nog opgemerkt, dat de straffen die artikel 17 aanhaalt de straffen zijn uit het tuchtreglement van 1815; het tuchtreglement voor het krijgsvolk te water van 20 juli 1814 schrijft er andere voor.

\+

\+ +

Artikel 18.

In artikel 18 kunnen de woorden "één dag ter bestemming" gevoeglijk worden vervangen door "een volle dag",

\+

\+ +

.../...

Hoofdstuk III van het ontwerp is gewijd aan de inrichting van en de procedure voor de onderzoeksraad voor militairen van lagere rang die geen beroepsonderofficier zijn.

Artikel 19 bepaalt hoe de onderzoeksraad "die belast is met het adviseren in zake tucht" is samengesteld, maar geen enkele bepaling van het ontwerp geeft nauwkeurig aan, wat onder "tucht" moet worden verstaan.

Er zou kunnen worden aan toegevoegd, dat die raad in de opvatting van de Regering alleen optreedt in de gevallen bedoeld in het koninklijk besluit van 30 mei 1916, zoals dit door het ontwerp zal worden gewijzigd. De artikelen 69 en 77 van het besluit van 1916 eisen namelijk het optreden van de tuchtraad wanneer ontheffing van een onderofficier uit zijn graad of wegzending van een militair uit het leger wordt voorgesteld.

Zelfs al was de bedoeling van de Regering dat de onderzoeksraad alleen in die twee gevallen optreedt, dan nog zou dit, om alle interpretatiemoeilijkheden te vermijden, duidelijk moeten worden gezegd; a fortiori zou een uitdrukkelijker tekst nodig zijn als de Regering die raad wenste te doen optreden alvorens andere tuchtstraffen of -maatregelen worden opgelegd.

\+

\+ \+

Een opmerking is nog te maken over de bevoegdheid "ratione personae" van de onderzoeksraad. Luidens het opschrift van het hoofdstuk wordt de onderzoeksraad opgericht "voor de soldaten alsmede voor de gegradueerden die geen beroepsonderofficieren zijn".

.../...

De hulponderofficieren van de luchtmacht zijn gegradueerden en staan niet onder het statuut der beroepsonderofficieren. Toch moet worden opgemerkt dat, krachtens artikel 8 van de wet van 23 december 1955,"de Minister van Landsverdediging, door gemotiveerd besluit, de verbintenis van de hulponderofficier om tuchtredenen, morele ongeschiktheid of beroepsonbekwaamheid kan verbreken, na advies van een onderzoekscommissie".

In zijn besluit van 23 mei 1956 heeft de Koning de samenstelling van die commissie en de voor haar te volgen procedure vastgesteld (artikelen 7 tot 11).

Het ontwerp vermeldt in zijn aanhef niet de wet van 23 december 1955 betreffende de hulponderofficieren van de luchtmacht, piloten en navigatoren; de bedoeling van de Regering lijkt dus te zijn, dat hoofdstuk III van het ontwerp op hen geen toepassing vindt. Om dit duidelijk te doen uitkomen, zou het opschrift van hoofdstuk III moeten worden gewijzigd. Mocht de Regering echter de onderzoeksraad willen doen optreden ten aanzien van hulponderofficieren voor wie een andere tuchtstraf of tuchtmaatregel, dan opheffing van dienstverbintenis, wordt voorgesteld, dan zouden hoofdstuk III en de aanhef van het ontwerp moeten worden aangevuld.

\+

\+ \+

.../...

Onder voorbehoud van deze twee opmerkingen over de bevoegdheid van de onderzoeksraad wordt het onderzoek van hoofdstuk III hierna voortgezet.

\+

\+ +

Artikel 19.

Uit artikel 21 blijkt "a contrario", dat de onderzoeksraad wordt ingesteld in het korps waartoe de betrokken militair behoort. Dit zou in artikel 19 moeten worden gezegd.

\+

\+ +

Artikel 19 bepaalt, dat de onderzoeksraad onder meer zal bestaan uit "één onderofficier ouder in graad dan de militair in kwestie, indien hij dezelfde graad heeft als deze laatste".

Hier is niet gedacht aan de mogelijkheid, dat de onderofficier over wie de raad advies moet geven, de grootste anciënniteit heeft in de hoogste graad van zijn korps. Ongetwijfeld kan in dat geval, op grond van artikel 21, een onderofficier uit de divisie als lid van de raad worden aangewezen; maar die aanwijzing wordt opnieuw een probleem, als de onderofficier wiens geval wordt onderzocht, de grootste anciënniteit heeft in de hoogste graad van de divisie. Dit zal wel niet vaak voorkomen, maar er moge worden opgemerkt, dat het koninklijk besluit van 30 mei 1916 de zaak heeft geregeld in het door het ontwerp

opgeheven artikel 83, en dat ook het koninklijk besluit van 27 september 1935 ter zake een bepaling bevat betreffende de samenstelling van de onderzoeksraad die moet adviseren over voorstellen tot schrapping uit het korps der beroepsonderofficieren.

\+
\+ +

Onder voorbehoud van het bovenstaande wordt voorgesteld de bepaling over de samenstelling van de onderzoeksraad als volgt te lezen :

"- een hoofdofficier of een commandant, voorzitter; drie lagere officieren;

- een onderofficier met een hogere graad dan de betrokkene of, althans, met een grotere anciënniteit in dezelfde graad".

\+
\+ +

Artikel 20.

De laatste zinsnede van artikel 20 kan beter als volgt worden gelezen :

"- officieren en onderofficieren die bij de incidenten welke tot het onderzoek hebben geleid, betrokken waren of in de vroegere procedure zijn opgetreden".

\+
\+ +

Artikel 21.

Dit artikel bepaalt onder meer :

.../...

"Indien het niet mogelijk is in het korps een onderzoeksraad te verzamelen, wijst de divisiecommandant in de divisie de voorzitter en de leden aan".

Dit komt erop neer dat de divisiecommandant de aanwijzing van voorzitter en leden moet doen als ook maar één van de in artikel 19 bedoelde leden niet in het korps kan worden gevonden.

Mocht de Regering het echter zo bedoelen, dat uit de divisie alleen die leden worden aangewezen die niet in het korps te vinden zijn, dan zou artikel 21 van het ontwerp meer armslag moeten laten; de tweede volzin kan dan als volgt worden gelezen :

"Kan uit het korps geen onderzoeksraad worden samengesteld zoals voorgeschreven in artikel 19, dan kan de divisiecommandant het lid of de leden die de raad moeten vormen of aanvullen, uit de divisie aanwijzen".

\+

\+ +

Artikel 22.

Het eerste lid van dit artikel bepaalt :

"De korpscommandant of de divisiecommandant, volgens het geval, roept via de dagelijkse orders de raad bijeen".

Volgens deze tekst moet de divisiecommandant de onderzoeksraad bijeenroepen indien hij bij het samenstellen van die raad betrokken is geweest, zelfs al is zijn optreden tot het aanwijzen van één lid beperkt gebleven.

Om moeilijkheden te voorkomen en overigens in overeenstemming te blijven met de bepalingen van andere besluiten over soortgelijke aangelegenheden, wordt voorgesteld dat de voorzitter de onderzoeksraad zou bijeenroepen (koninklijk besluit van 7 april 1959 betreffende de stand en de bevordering van de beroepsofficieren, artikel 35).

Artikel 22 ware dan als volgt te lezen :

"Artikel 22.-

De voorzitter bepaalt datum en plaats van de vergadering van de onderzoeksraad; hij roept de leden op.

De voorzitter roept de betrokken militair op, ten minste acht dagen vóór de datum van de bijeenkomst".

\+

\+ +

In deze fase van het onderzoek van de procedure voor de onderzoeksraad, is een opmerking over de rechten van de verdediging nodig.

Artikel 25 van het ontwerp bepaalt weliswaar, dat "de comparant al zijn verweermiddelen mag doen gelden, en zich door een militair van zijn keuze mag laten bijstaan". Het is echter duidelijk dat de comparant, noch zijn verdediger op nuttige wijze hun verweermiddelen kunnen voordragen, als zij geen inzage hebben gekregen van van het dossier dat aan de onderzoeksraad is voorgelegd.

In het ontwerp ware dus een bepaling in te voegen omtrent de verplichting, het dossier ter inzage te leggen alvorens de onderzoeksraad bijeenkomt.

Dit is ook het stadium van de procedure, waarin moet worden bepaald dat de betrokkene zich door een militair van zijn keuze, mag laten bijstaan en dat hij de namen van de getuigen die hij wenst te doen horen, moet mededelen.

De inrichting van de procedure voor de onderzoeksraad bedoeld in het statuut der officieren (koninklijk besluit van 7 april 1959 betreffende de stand en de bevordering der beroepsofficieren) en voor de onderzoekscommissie bedoeld in het statuut van de hulpofficieren en hulponderofficieren van de luchtmacht (koninklijk besluit van 23 mei 1956 betreffende de hulpofficieren van de luchtmacht en besluit van dezelfde datum betreffende de hulponderofficieren van de luchtmacht), doet het voorbeeld aan de hand voor het artikel, dat de Raad van State voorstelt op artikel 22 van het ontwerp te doen volgen :

"Artikel

§ 1. De betrokken militair mag zich doen bijstaan door een lid van de krijgsmacht; hij stelt de voorzitter daarvan in kennis zodra hij de oproeping om te verschijnen ontvangen heeft.

§ 2. Dadelijk na de verzending van de oproeping om te verschijnen wordt het dossier ter inzage van de militair en van zijn verdediger gelegd, op uur en plaats als door de voorzitter bepaald.

.../...

§ 3. Ten minste twee dagen vóór de vergadering moet de betrokken militair aan de voorzitter kennis geven van de naam en de identiteit van de getuigen die hij door de raad wenst te doen horen".

\+

\+ +

Artikel 23.

Omzetting van de artikelen 22 en 23 zou een logischer volgorde opleveren.

\+

\+ +

Artikelen 24 tot 27.

Ter wille van de overeenstemming met de bepalingen betreffende de onderzoeksraad bedoeld in het statuut der officieren (koninklijk besluit van 7 april 1959), wordt voorgesteld de procedure ter terechtzitting van de onderzoeksraad in één artikel vast te stellen, als volgt :

"Artikel

§ 1. De voorzitter van de raad zet de reden van de oproeping uiteen en ondervraagt de comparant over de hem ten laste gelegde feiten en over de feiten die aanleiding hebben gegeven tot de straffen welke het te geven advies kunnen beïnvloeden.

.../...

§ 2. De onderzoeksraad ondervraagt de door de betrokkene voorgebrachte getuigen en de personen die de raad meent te moeten horen; de korpscommandant mag niet als getuige worden opgeroepen.

De getuigen leggen geen eed af; ieder van hen wordt afzonderlijk in de door hem gekozen landstaal gehoord.

Militaire getuigen worden niet met de comparant geconfronteerd; hem wordt kennis gegeven van hun getuigenissen en van zijn opwerpingen wordt aantekening gehouden.

§ 3. De betrokken militair en de getuigen ondertekenen hun verklaringen, die in de notulen worden opgetekend.

Indien de comparant of getuigen weigeren of verzuimen te verschijnen of op vragen te antwoorden, wordt daarvan in de notulen aantekening gehouden.

§ 4. Vervolgens wordt het woord verleend aan de betrokkene indien hijzelf zijn verdediging wil voeren, of anders aan de verdediger die hij gekozen heeft om hem bij te staan".

\+
\+ +

Artikel 32.

De bepaling dat de hogere militaire autoriteit het bezwaar van de militair tegen een straf op diens risico zal onderzoeken, lijkt te impliceren dat zij de straf waarop het bezwaar slaat, kan verzwaren.

.../...

Dit is niet het geval, want artikel 39 van het ontwerp maakt een zodanige verzwaring onmogelijk. Alleen stelt de indiener van het bezwaar zich aan een nieuwe tuchtstraf bloot als het te kwader trouw ingediend of in oneerbiedige bewoordingen gesteld is.

Aangezien artikel 39 van het ontwerp die regel duidelijk stelt, moeten de woorden "op zijn risico" in artikel 32 vervallen.

\+

\+ +

Artikelen 33 tot 35.

De artikelen 33 tot 35 van het ontwerp handelen over het voorafgaand beroep dat, vooraleer bij de hogere autoriteit bezwaar kan worden gemaakt, moet worden ingesteld bij de officier die de straf heeft opgelegd. Opdat dit voorafgaand beroep niet wordt verward met het eigenlijke bezwaarschrift dat het voornaamste onderwerp is van afdeling 1 van hoofdstuk IV van het ontwerp, wordt voorgesteld van de artikelen 33 tot 35 één artikel te maken.

\+

\+ +

Waar artikel 34 bepaalt dat, ondanks de schorsing van de uitvoering van de straf, "de meerdere die gestraft heeft, de belanghebbende evenwel in voorlopig arrest mag houden naar rata van de uitgesproken straf", beroept het zich op een begrip dat onder meer voorkomt in de artikelen 36 tot 42 en 54 van het koninklijk besluit van 30 mei 1916, maar waarvan nergens een definitie is gegeven.

Wanneer het tuchtreglement geheel wordt omgewerkt, dient het begrip "voorlopig arrest" dus nader te worden omschreven.

+

\+ +

Dat de meerdere die de straf heeft opgelegd eventueel "zijn ongelijk moet erkennen", zoals artikel 35 zegt, betekent dat hij de straf kan opheffen of verminderen. Dit ware met zoveel woorden te zeggen.

+

\+ +

Met inachtneming van deze opmerkingen wordt voorgesteld de artikelen 33 tot 35 als volgt te lezen :

"Artikel

§ 1. Vooraleer hij een bezwaar kan indienen, moet de betrokkene vragen om te worden gehoord door de meerdere die de straf heeft opgelegd, of door degene die hem tijdelijk of blijvend in zijn ambt vervangt.

Deze aanvraag moet worden gedaan ten vroegste daags na, en ten laatste twee dagen na de dag waarop de militair van de straf kennis heeft gekregen, zon- en feestdagen niet medegerekend.

.../...

§ 2. Van de in § 1 bedoelde aanvraag wordt aantekening gehouden in het administratief verslag van de eenheid ; zij schorst de uitvoering van de straf ; de meerdere die heeft gestraft, mag de betrokkene echter voor de duur van de opgelegde straf in voorlopig arrest houden.

§ 3. De meerdere die de straf heeft opgelegd, moet de betrokkene rustig en welwillend aanhoren.

Acht hij het protest ongegrond, dan tracht hij de betrokkene de noodzakelijkheid van de sanctie te doen inzien ; acht hij het protest geheel of gedeeltelijk gegrond, dan trekt hij de straf in of vermindert ze".

+

\+ +

Artikelen 36, 37 en 40.

Van deze artikelen, die alle betrekking hebben op het indienen van het bezwaar, kan beter één artikel worden gemaakt.

+

\+ +

.../...

Volgens artikel 37 van het ontwerp "wordt het bezwaar liefst mondeling gedaan, maar mag de militaire overheid eisen dat het wegens de omstandigheden, schriftelijk zou worden gedaan".

Artikel 40 van het ontwerp stelt van zijn kant verschillende regelen voor het indienen van het bezwaar, naargelang dit mondeling dan wel schriftelijk is. Om schriftelijke indiening te kunnen eisen, moet de militaire autoriteit natuurlijk weten dat een bezwaar op komst is; in feite is dit onmogelijk; maar zelfs al was het mogelijk, dan nog zou de beslissing van de militaire autoriteit om een geschrift te eisen regelmatige indiening moeilijk maken, gelet op de beperkte termijn om de aanvraag bij de hierarchische meerdere te doen.

Volgens de aan de Raad van State verstrekte uitleg, ziet de Regering het bezwaar tegen straffen in beginsel mondeling, eventueel met schriftelijke bevestiging als de overheid die de beslissing moet nemen, dit nodig acht; de akte waardoor het bezwaar wordt ingediend, is de in artikel 40 genoemde vraag om het rapport van de korps- of eenheidscommandant.

Overeenkomstig deze bedoeling van de Regering, dienen de artikelen 37 en 40 te worden omgewerkt.

+

\+ +

.../...

Met inachtneming van deze opmerkingen stelt de Raad van State voor, de artikelen 36, 37 en 40 als volgt te lezen :

"Artikel

§ 1. Na door de meerdere die hem heeft gestraft te zijn gehoord, kan de betrokken militair bij de onmiddellijk hogere autoriteit bezwaar tegen de straf indienen, ten laatste daags nadat hij heeft vernomen dat de straf wordt gehandhaafd.

§ 2. Behoudens toepassing van de bepalingen betreffende het voorlopig arrest blijft de uitvoering van de straf geschorst tot het einde van de termijn voor het indienen van bezwaar dan wel totdat op dit bezwaar wordt beschikt.

§ 3. Het bezwaar is individueel; het wordt mondeling ingediend door het vragen van het rapport van de korpscommandant of van de eenheidscommandant, naargelang de militair al dan niet officier is.

§ 4. Aan de hand van de vraag om het rapport kan de korpscommandant of de eenheidscommandant beslissen dat het bezwaar , gelet op de omstandigheden, schriftelijk moet worden bevestigd.

.../...

In dat geval volgt het schriftelijk bezwaar de hiërarchische weg. De meerderen tussen de reclamant en de meerdere die de straf heeft opgelegd, mogen het niet achterhouden ; alleen laatstgenoemde neemt er kennis van, viseert en dagtekent het, en geeft het aan de autoriteit voor wie het bestemd is door zonder opmerking of aantekening, behalve eventueel om te vragen dat hij zou worden gehoord. Is de autoriteit tegen wie het bezwaar gericht is, niet de hiërarchische meerdere van de reclamant, dan wordt het bezwaar haar langs het overeenkomstig hiërarchisch echelon doorgegeven".

\+

\+ +

Artikelen 38 en 39.

De artikelen 38 en 39 van het ontwerp kunnen worden samengevoegd, als volgt :

"Artikel

Het bezwaarschrift moet onderzocht en zonder verwijl beantwoord worden.

De hogere autoriteit mag de strafmaat niet verzwaren noch strenger motiveren. Zij kan een straf opleggen aan de militair die zijn bezwaar te kwader trouw of in oneerbiedige bewoordingen heeft ingediend; de bestraffing van zodanige tekortkomingen aan de tucht berust uitsluitend bij de autoriteit die op het bezwaar moet beschikken".

\+

\+ +

.../...

Artikelen 41 en 42.

Deze artikelen handelen over eenzelfde aangelegenheid en kunnen dus beter worden samengevoegd. Artikel 41, dat het eerste lid van het nieuwe artikel zou worden, leze men als volgt :

"De militair kan zich in dezelfde vormen en binnen dezelfde termijnen beroepen op de autoriteit boven die welke op het bezwaar heeft beschikt; in dat geval voegt deze laatste autoriteit bij het dossier een advies dat de redenen van haar beslissing vermeldt".

+

\+ +

Artikelen 43 en 44.

Van deze artikelen make men één artikel. De eerste volzin van artikel 44 is immers alleen een nadere bepaling van de in artikel 43 genoemde "tuchtmaatregelen die door de militaire overheid zijn uitgesproken". De tweede volzin van artikel 44 kondigt de volgende afdeling aan; hij kan vervallen.

Volgens artikel 43 gelden voor bezwaren tegen een tuchtmaatregel dezelfde regelen als voor bezwaren tegen een straf. Het is dan ook overbodig in de tekst van het artikel nog eens te stellen, dat het te kwader trouw of in oneerbiedige bewoordingen ingediend bezwaar

.../...

de reclamant aan een sanctie blootstelt; die regel vindt op het bezwaar tegen een straf toepassing krachtens artikel 39 van het ontwerp.

\+

\+ +

Met inachtneming van deze opmerkingen wordt voorgesteld de artikelen 43 en 44 als volgt te lezen :

"Artikel

Tegen tuchtmaatregelen kan bezwaar worden ingediend, behalve wanneer zij door de Koning of door de Minister van Landsverdediging zijn genomen.

Het bepaalde in afdeling 1 van dit hoofdstuk vindt op die bezwaren toepassing, behoudens de volgende wijzigingen :

1° de termijn bedraagt vijf dagen, zowel voor de vraag om te worden gehoord door de autoriteit die de maatregel heeft genomen, als voor het bezwaar bij de hogere autoriteit;

2° het bezwaar wordt schriftelijk ingediend;

3° het bezwaar schorst de uitvoering van de tuchtmaatregel niet, behalve wanneer hij die de maatregel heeft genomen er anders over beslist".

\+

\+ +

Artikel 47.

Artikel 47 van het ontwerp verleent aan de militairen het recht te vragen om door een hogere autoriteit te worden gehoord, maar volgens de uitleg van de gemachtigde van de Regering hoeft de autoriteit waaraan zulk een aanvraag wordt gericht, daaraan geen gevolg te geven.

Om deze bedoeling tot uiting te brengen, verdient het aanbeveling te schrijven "kunnen de militairen" in plaats van "hebben de militairen het recht", en artikel 47 aan te vullen met een bepaling als die van artikel 46, eerste lid, in fine, als volgt te lezen :

"De autoriteit bij wie een verzoek om audiëntie wordt ingediend, geeft daaraan slechts gevolg wanneer zij het dienstig acht".

\+

\+ \+

Artikel 48.

Dit artikel bepaalt :

"Welke ook zijn rang en zijn staat weze, is de militair in werkelijke dienst welke aangeduid is om deel uit te maken van een kiescollege ertoe gehouden de voorzitter van het bureel binnen de acht en veertig uren te verwittigen dat de militaire dienstverplichtingen hem beletten de functie van bijzitter of van hulpbijzitter waar te nemen (Kieswet, artikel 99)".

.../...

Deze bepaling vervangt artikel 27, c, van het koninklijk besluit van 30 mei 1916, dat door artikel 50 van het ontwerp wordt opgeheven en dat bepaalt :

"c) de officieren in activiteit, op non-activiteit, in beschikbaarheid, of de reserveofficieren, mogen tijdens de kiezingen geen bediening uitoefenen als assessor of plaatsvervangend assessor".

Geen van beide bepalingen is overeen te brengen met de gecoördineerde wetten van 12 augustus 1928 die de Kieswet vormen, zoals ze onder meer zijn gewijzigd bij de wet van 15 mei 1949.

Luidens artikel 98 van die wetten wijst de voorzitter van elk bureau "tot bijzitters en tot plaatsvervangende bijzitters de acht jongste kiezers der afdeling aan onder degenen die op de stemdag minstens dertig jaar oud zijn en lezen en schrijven kunnen".

Van zijn kant bepaalt artikel 99 van die wetten, gewijzigd bij de wet van 15 mei 1949 :

"Binnen achtenveertig uren na de aanwijzing der bijzitters en plaatsvervangende bijzitters, geeft de voorzitter hun daarvan kennis bij aangetekende niet gesloten brief; bij verhindering, moeten zij de voorzitter daarvan verwittigen binnen achtenveertig uren na de kennisgeving.

Indien het getal der aanvaardenden onvoldoende is om het bureel samen te stellen, wordt het door de voorzitter aangevuld overeenkomstig artikel 98.

.../...

Wordt gestraft met een geldboete van vijftig tot tweehonderd frank, de voorzitter, de bijzitter of de plaatsvervangende bijzitter die zijn redenen van verhindering binnen de vastgestelde tijd niet heeft voorgedragen of de hem toevertrouwde functies zonder wettige grond niet vervuld heeft".

Als bijzitter of plaatsvervangend bijzitter deel uitmaken van een bureau is een burgerplicht die alle kiezers moeten kunnen vervullen; geen wettekst ontslaat militairen in werkelijke dienst van het vervullen van dit ambt.

De aangevoerde beletselen moeten persoonlijke beletselen zijn waarvan de gegrondheid door de voorzitter van het bureau moet worden onderzocht. Het is dus in strijd met de wet, als beginsel te stellen dat militaire verplichtingen zulk een beletsel zijn, en alle militairen in werkelijke dienst te verplichten zich daarop te beroepen.

Zoals het nu is geredigeerd, zou artikel 48 van het ontwerp alleen kunnen worden vastgesteld door de wetgever die, krachtens artikel 118 van de Grondwet, de rechten en verplichtingen van de militairen dient te regelen, en die, alleen, de kieswetten kan wijzigen.

Om de behoeften van de dienst met de voorschriften van de kieswet te verzoenen, zou artikel 48 als volgt kunnen worden gelezen :

.../...

"Artikel 48.-

De militair in werkelijke dienst die als bijzitter of plaatsvervangend bijzitter van een stembureau wordt aangewezen, moet zijn korpscommandant vragen of de behoeften van de dienst hem niet beletten dit ambt uit te oefenen. Zo ja, dan beroept hij zich bij de voorzitter van het stembureau op dit beletsel binnen de door de kieswetten vastgestelde termijn".

\+

\+ +

Artikel 50.

Onder 7° heft artikel 50 van het ontwerp "de hoofdstukken IV tot VIII op, met uitzondering van de artikelen 56, 57, 58, 69, 71 en 77".

Aangezien de artikelen 76, 77 en 82 zijn vervangen door het koninklijk besluit van 21 december 1923 (J.M.O. 1924, blz. 33), behoort de tekst onder 7° en 8° van artikel 50 van het ontwerp als volgt te worden gelezen :

"7° hoofdstuk IV, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 21 december 1923, met uitzondering van de artikelen 56, 57, 58, 69, 71 en 77;

8° de hoofdstukken V tot VIII;

9° de bijgevoegde modellen".

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,
de Heren : eerste-voorzitter;

L. MOUREAU, conseillers d'Etat,
G. HOLOYE, raadsheren van State,

F. DUCHENE, assesseurs de la section de législation,
F. VAN GOETHEM, bijzitters van de afdeling wetgeving,

C. ROUSSEAUX, greffier adjoint, greffier adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.J.SUETENS.

Le rapport a été présenté par M. F.REMION, auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.J. SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H.F. REMION, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) C. ROUSSEAUX.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) J. SUETENS.